

Le général d'armée DOUMENC, logisticien et précurseur de l'arme blindée

Auteur : LCL PORTE

Article paru dans les *Cahiers du CESAT* n° 19 de mars 2010.

Première parution en ligne sur : www.penseemiliterre.fr



Né en 1880 près de Grenoble, le futur général Doumenc entre à Polytechnique en 1898 et choisit de servir dans l'artillerie.

Sa carrière, exceptionnelle bien que discrète, connaît cinq périodes d'extrême intensité entre 1914 et 1941. À chaque étape, il se révèle être un organisateur hors pair, devient l'un des meilleurs spécialistes du soutien et ne cesse de prôner la motorisation des armées, pour les rames de camions des convois logistiques comme pour les engins blindés et chenillés des forces combattantes.

1914-1918: Donner au véhicule automobile toute sa place

Alors que l'armée française ne possède au total que 170 véhicules automobiles en juillet 1914, Doumenc commande au lendemain de l'armistice les quelques 100.000 hommes du Service automobile¹. Il est ainsi le seul officier d'active en situation permanente de commandement aux armées pendant toute la Grande Guerre dans le domaine de la motorisation, tout en restant affecté au GQG. Les choix adoptés dès le 21

février 1916 à Verdun (entérinés quelques jours plus tard par Pétain, nommé le 25) et l'engagement pris d'assurer «*tout le temps nécessaire*» le soutien des troupes en hommes, munitions et matériels «*à la condition que le Service automobile soit le maître absolu de la route*», puis les améliorations apportées au dispositif initial pendant la bataille de la Somme, sont à l'origine de toutes les règles de transport et de circulation militaire en vigueur durant le XX^{ème} siècle. Ses notations font apparaître «*[qu'] il a su faire des transports automobiles non seulement un organe de transport d'un rendement puissant, mais aussi un véritable instrument de combat, d'une souplesse remarquable, qui assure avec ordre et rapidité les transports pendant la bataille*». Foch et Pétain lui doivent, grâce à la création de la Réserve automobile interalliée, de pouvoir basculer dans l'urgence d'un secteur à l'autre du front les grandes unités au printemps 1918 et de pouvoir contre-attaquer à l'été, comme le reconnaît Hindenburg dans ses mémoires.

Années 1920: Défense et illustration de la motorisation

Affecté au 4^{ème} bureau de l'état-major général au début des années 1920, il poursuit son action: la logistique doit pouvoir «coller» au plus près des troupes, le moteur et la chenille permettant de retrouver les notions de vitesse, de puissance, de manœuvre. Il assiste comme représentant de l'EMGA à tous les grands exercices qui voient l'expérimentation de l'emploi de formations blindées ou d'automitrailleuses et en tire les enseignements devant les stagiaires de l'École supérieure de guerre et du Centre des hautes études militaires, à la demande de Weygand. Dès 1927, il soumet à l'approbation du chef de l'état-major général un projet de division mécanique autonome, disposant organiquement de l'ensemble des moyens (artillerie,

¹ Sur la période 1914-1919, lire Rémy Porte, *La Direction des services automobiles des armées et la motorisation des*

armées françaises, vues à travers l'action du commandant Doumenc, Panazol, Lavauzelle, 2004.

transmissions, aviation) pour mener le combat dans la durée et dans la profondeur. L'organigramme proposé est proche (et même plus complet) que la solution envisagée quelques années plus tard par de Gaulle dans «*Vers l'armée de métier*» ou expérimentée par Weygand à partir de 1933-1934 avec la Division Légère Mécanique. Elle annonce les *Panzerdivisionen* allemandes: il est l'ardent défenseur d'un «*emploi groupé*», «*en masse*», pour obtenir un effet significatif.

Années 1930: Éviter l'asphyxie financière

Devenu chef du 4^{ème} bureau, puis sous-chef de l'EMGA dans un contexte politico-militaire particulièrement difficile, il lui revient en particulier de défendre les effectifs de l'armée et les budgets de recherche/développement et de mise en fabrication des matériels nouveaux. Il partage au quotidien sur ces points les préoccupations de Weygand et Gamelin, qui le missionnent régulièrement pour négocier avec l'administration du ministère de la Guerre ou avec les Finances. Doumenc déploie des trésors «d'imagination administrative» dans un cadre de récession budgétaire pour préserver l'outil militaire, en dépit du principe de l'annualisation des dépenses.

Les six années passées au contact des cercles les plus élevés de l'administration centrale lui permettent également de s'entretenir avec les autorités politiques et parlementaires qui traitent des questions militaires et apprécient son réalisme: «*Ce militaire dynamique, compétent et relativement plus jeune que ses pairs, jurait avec les images du haut commandement qui hantaient les bureaux... Ce n'était ni un héros fatigué, ni un ennemi de la motorisation*».

Août 1939: une mission à haut risque, sans ordres ...

Bien que reçu, à la veille de son départ pour Moscou, par Gamelin puis aux Affaires étrangères et par le président du Conseil, il part sans ordres clairs («*Ramenez-nous un papier signé*»... sic!) et doit faire preuve sur place d'une grande capacité d'initiative et d'un sens aigu de la diplomatie à la tête de la mission militaire franco-britannique. Les conditions diplomatiques générales (Ribbentrop arrive quelques jours plus tard dans la capitale soviétique) vouent cette mission trop tardive à l'échec.

Parmi les officiers qui l'accompagnent figure un certain capitaine Beaufre, retenu du fait de ses compétences en anglais, et qui dans ses mémoires dresse également un portrait flatteur de son ancien chef. Doumenc, dans ses carnets, évoque avec réalisme le caractère particulier du rôle des attachés militaires détaille finement l'organisation de la surveillance dont lui et ses subordonnés font l'objet de la part des services soviétiques et souligne les lourdeurs comme les certitudes de l'EMGA.

Septembre 1939-juin 1940: Peut-on rattraper le temps perdu?

De septembre à décembre 1939, responsable de la défense anti-aérienne, Doumenc se bat pour constituer, équiper et entraîner des unités de DCA laissées depuis plusieurs années en déshérence. Nommé en janvier 1940 major général des armées françaises, alors que se développe une crise de confiance entre Gamelin et Georges, il doit d'abord «chausser les bottes» de son prédécesseur Bineau, puisque les armées françaises sont déjà mobilisées et engagées. Il imprime rapidement sa marque à l'état-major, déployant une activité inlassable dont témoignent les acteurs de l'époque et diffuse dès février une instruction sur l'emploi des blindés qui reprend les thèmes qui lui sont chers. Dépassant ses responsabilités de GMG, il intervient davantage, au fur et à mesure de l'effondrement militaire, dans la direction des opérations et fixe en mai ses directives au colonel de Gaulle, commandant la 4^{ème}

D.Cr. Confirmé à son poste par Weygand après le départ de Gamelin, il a délégation pour rédiger les ordres aux grandes unités subordonnées en l'absence du commandant en chef. Weygand ne lui reconnaît qu'un défaut: être trop enthousiaste et trop allant. Ses dernières initiatives, la veille de la signature de l'armistice, visent à replier en Afrique du Nord les contingents de volontaires belges, tchécoslovaques et polonais qui ont choisis de se battre avec les armées françaises. Double souci de l'humain: pour leur permettre d'échapper à la répression allemande et pour reconstituer des unités aguerries au sud de la Méditerranée.

Année 1941 : Comprendre les causes de la défaite

Alors que la défaite a été sans appel, Weygand constate, étonné, en juillet 1940 que les demandes de citations ou de décorations parviennent en nombre à l'état-major général. Il met alors sur pied une «Commission d'enquête sur les repliements suspects», dont la présidence est rapidement confiée au général Doumenc (éphémère Commissaire général à la Reconstruction en juillet 1940) et dont le mandat évolue vers une analyse tactique de tous les engagements de mai-juin 1940 qui se sont soldés par un repli des troupes pour en dégager les enseignements, du RETEX avant l'heure. Ces milliers de dossiers, encore inexploités par les historiens, sont analysés par une commission interarmes, voire interarmées en tant que de besoin. Chaque cas particulier, du chef de section de mitrailleuses au commandant d'armée, est étudié dans son contexte, avec témoignages écrits des témoins, auditions des acteurs, utilisation de la presse locale, des JMO², etc... Le but que se fixe Doumenc est de comprendre les causes de la défaite et d'en tirer les leçons pour contribuer à la renaissance d'une nouvelle armée française.

Lorsqu'il fait, à l'automne 1941, le choix de quitter le service actif avant d'être atteint par la limite d'âge, il rencontre une dernière fois le maréchal Pétain, et note dans ses carnets que son ancien chef perd la mémoire et est manipulé par son entourage; puis l'amiral Darlan, dont il dresse le portrait sans fard d'un homme d'autant plus vindicatif que son adversaire est faible...

Retiré dans ses Alpes natales, il partage son temps entre la rédaction d'ouvrages d'histoire et de stratégie d'une part et les longs parcours en altitude, de refuge en refuge. C'est en rentrant d'une ultime course en montagne qu'il décède, en 1948, à la suite d'une chute sur un glacier. La carrière atypique du général Doumenc, sa discrétion naturelle et son sens de l'humain, sa formation scientifique alliée à une très solide culture générale: tout contribue à rendre son parcours exceptionnel. Ses écrits autant que ses actes portent aujourd'hui témoignage non seulement d'une vie consacrée à l'institution militaire, mais d'un profond sens du devoir et de l'État, et à ces titres méritent d'être étudiés.

Bibliographie du général Doumenc

Outre une quinzaine d'articles dans la presse civile ou militaire de son temps, il a en particulier publié:

«*Les transports automobiles sur le front français*», Paris, Plon-Nourrit, 1920.

«*Mémorial de la terre de France. Contribution à l'histoire militaire de nos provinces*», 4 vol., Paris, Arthaud, 1942-1946

(I^{er}: Flandres, Hainaut, Artois, Picardie; II^{ème} et III^{ème}: Savoie, Dauphiné, Provence; IV^{ème}: Champagne, Bourgogne, Lorraine, Alsace).

«*Histoire de la 9^e Armée*», Paris, Arthaud, 1945.

«*Dunkerque et la campagne de Flandres*», Paris, Arthaud, 1947.

«*1944, ou les destinées de la stratégie*», Paris, Arthaud, 1948.

² Journaux de marche et des opérations